

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 86 - VENDREDI 19 NOVEMBRE 2010

LE MERLE MOQUEUR

Après le gagnant-gagnant, le gnganngan?

AGENDA MILITANT

→ **23 novembre**
France [Journée d'action et de mobilisation](#)

→ **24 novembre**
Rennes [Violences sexistes et sexuelles au travail](#)

→ **25-26 novembre**
Bobigny [Automne critique](#)

→ **26 novembre**
Nanterre [Les quartiers populaires et la politique](#)

→ **27 novembre**
France [Un bateau pour Gaza](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Les communistes unitaires et**
- le Parti de gauche en congrès

→ **Nouvelle force politique**
- C. Autain, P. Braouezec, L. Chaïbi :
[Comment donner corps à la transformation sociale et écologique ?](#)

→ **Travail**
- Y. Clot : [S'attaquer au conflit sur la qualité du travail](#)
- Une nouvelle revue : [Travails](#)

→ **Ecole**
- [Crise du système scolaire ou crise de société ?](#)

→ **Monde**
- [Les Sahraouis, la France et les médias](#)

La parole doit revenir au peuple Un référendum pour que les citoyens décident !

Le mouvement de refus de la contre-réforme des retraites continue !

Des millions de grévistes et de manifestant-e-s, soutenus par 70 % des citoyen-ne-s, se sont mobilisés pour le retrait du projet, que le gouvernement a décidé d'imposer.

Tout le monde le sait : le président directeur général de la France avait explicitement indiqué qu'il ne remettrait pas en cause le droit à la retraite à 60 ans.

Le vote de la majorité présidentielle est illégitime.

La parole doit revenir au peuple !

Exigeons que Sarkozy stoppe la préparation de la mise en œuvre de la loi, prévue dans quelques mois, et organise un référendum !

Participons, organisons la signature massive de l'appel en faveur d'un référendum*, initié par *Politis*, et des initiatives pour donner à cette exigence une force incontournable !

Partout, **poursuivons l'action, sous toutes les formes possibles**, notamment en participant à la mobilisation du 23 novembre.

Ce n'était qu'un début ; il nous faut continuer le combat !

Le 16 novembre 2010

* www.referendumretraites.org

Communiqué commun



Faites chauffer l'école

L'enseignant syndicaliste José Tovar et le responsable politique Bernard Calabuig prennent une nouvelle fois la plume ensemble pour analyser la profondeur de la crise de l'école et chercher les conditions d'une sortie de cette crise. En avant première pour les lecteurs de *Cerises*, ils nous offrent de bonnes feuilles. Leur pensée mérite le détour.

Faut-il supprimer les notes à l'école ? Remettre des blouses aux enfants ? Que faire des jeunes en réinsertion qui ne se réinsère pas du tout dans leur nouveau collège ?... Où vais-je inscrire mon enfant à l'école ? Chaque jour faits divers, grandes questions politiques et interrogations personnelles alimentent un débat lancinant sur le système scolaire. L'école est devenue un des symptômes d'une crise globale. Tous les anciens « équilibres » craquent, parmi eux, la place et la finalité de l'école. Le grand intérêt du très prochain livre de Bernard Calabuig et José Tovar « Faites chauffer l'école » est de se placer à ce niveau de radicalité du diagnostic. Les auteurs ne font pas de concessions aux croque-morts du système scolaire public qui l'accablent d'autant plus qu'ils entendent le fractionner, le ségréguer, le privatiser. Mais ils ne rechignent pas devant l'obstacle et osent creuser leurs analyses là où elles sont souvent prudemment abandonnées. Nous vous offrons ci après quelques exemples de cette audace...

Ils avancent un cadre général de refonte avec la proposition d'une scolarité rendue obligatoire jusqu'à 18 ans ; dessinent les contours de ce que pourrait être une école organisée sur la base d'un véritable tronc commun de culture commune permettant à tous d'accéder à un baccalauréat général, base de toute formation ultérieure, notamment professionnelle. Ils avancent dans la discussion autour du concept de culture scolaire « autrement dit la part de la culture dont la société confie la responsabilité à l'école »


Ce livre est davantage pourtant qu'un livre (fort bon) de réflexion sur l'école. Il est aussi un livre politique qui s'interroge sur les conditions de cette transformation de l'école. Ils affirment ainsi une évidence qui est en même temps une difficulté : on ne changera pas l'école sans les profs or cette profession est profondément déstabilisée jusqu'à la crispation ou le découragement. « L'expérience incite à penser qu'aucune transformation ne sera possible sans l'adhésion volontaire

au projet de la masse de ceux qui font l'école au quotidien, à commencer par les enseignants ». Les deux auteurs intègrent leur réflexion dans un cadre plus général : « le système s'est « grippé » avec la crise sociale des années 1980/1990. Le chômage de masse et l'instabilité de l'emploi ont alimenté une exigence consumériste d' « efficacité » et de « rentabilité » de la formation » » dont « la décalation de Lisbonne » en 2000 dessina le contour.

José Tovar et Bernard Calabuig étaient les piliers du réseau école au sein du PCF. Ils ont quitté le PCF l'un et l'autre au printemps dernier. Il reste au PCF – et à nous tous- l'opportunité de lire leur livre.

● CATHERINE TRICOT

José Tovar et Bernard Calabuig n'en sont pas à leur coup d'essai. Ils ont déjà écrit ensemble en 2007 « L'école en quête d'avenir » (Syllepse)



Faites chauffer l'école de Bernard Calabuig et José Tovar sortira le 15 janvier. Le livre est d'ores et déjà en souscription afin de faciliter sa sortie. Merci de d'envoyer votre contribution par chèque à : **José TOVAR - 49, rue Merlan - 93130 Noisy le Sec** Comptez 7 Euros par livre (+ frais de port) Les chèques doivent être à l'ordre de Syllepse.

L'ambition d'un livre

Faites chauffer l'école a été écrit, réfléchit avec un arrière-plan inquiétant, celui d'une dégradation du système éducatif sous l'effet des politiques néolibérales... que rien ne vient interrompre. Pourquoi ?

« Face à cette politique, les résistances nombreuses et massives, organisées essentiellement par les syndicats d'enseignants à la politique de destruction en cours du service public d'éducation nationale s'avèrent pour l'essentiel incapables de stopper un rouleau compresseur dont chacun voit qu'il mène au désastre. Il est plus que temps de s'interroger sur les raisons qui expliquent cette impuissance, et de tracer les pistes alternatives qui pourraient ouvrir un autre avenir »

Le niveau baisse-t-il ?

Des voix nombreuses se sont élevées ces dernières années pour proclamer que ces progrès avait été réalisé au prix d'une « baisse de niveau » globale des performances des élèves. Cette appréciation est sans doute excessive, voire caricaturale. Elle émane principalement d'idéologues conservateurs, voire d'enseignants confrontés à des difficultés insurmontables dans l'exercice de leur métier, se référant volontiers au souvenir nostalgique d'une « école d'antan » largement idéalisée et, du coup, (re)devenus sensibles aux thèses élitistes complaisamment véhiculés par la droite et les médias avides de sensationnel. Mais force est de constater qu'elle repose aussi pour partie sur des réalités indéniables que le volontarisme institutionnel peine à dissimuler. Ainsi,

pour ne prendre qu'un exemple, nombre d'élèves atteignent le niveau du baccalauréat tout en rencontrant les plus grandes difficultés à manier leur langue avec assez d'aisance et de précision pour comprendre des énoncés quelque peu élaborés et à exercer l'intelligence critique sans laquelle on ne peut concevoir l'accès à une véritable culture émancipatrice. De fait, et malgré tout l'arsenal des mesures destinées à atteindre coûte que coûte cet objectif (1), l'ambition des 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat fixé par la loi de 1989 n'a pas été atteint et le taux stagne autour de 60% depuis le milieu des années 1990.

Une démocratisation à bout de souffle

L'ouvrage commence par une longue citation... du ministère de l'éducation nationale :

« *Quatre écoliers sur dix, soit environ 300 000 élèves, sortent du CM2 avec de graves lacunes : près de 200 000 d'entre eux ont des acquis fragiles et insuffisants en lecture, écriture et calcul ; plus de 100 000 n'ont pas la maîtrise des compétences de base dans ces domaines* », pointait le Rapport du Haut Conseil de l'Éducation (HCE) en 2007. Sur les 6 643- 592 écoliers recensés en 2005, 40 % ne possèdent pas les acquis sensés être maîtrisés à la fin de l'école primaire. Plus grave encore, notre système détecte tôt la grande difficulté mais, au lieu de se donner les moyens de la résorber, il l'accroît au fil du parcours des élèves. »

Les auteurs ne se facilitent pas la tâche :

ils balancent ce constat d'un rappel : « gardons à l'esprit que, dans le même temps, ce système éducatif, dont tout le monde s'accorde à dire qu'il est entré dans une crise profonde depuis plus d'une décennie, s'est tout de même révélé capable de permettre au pays de passer de 5% d'une génération d'élèves au baccalauréat en 1950 à près de 64% aujourd'hui. »

Bilan positif... lui même immédiatement relativisé : « Mais les inégalités, pour autant, n'ont pas diminué : « *La série scientifique (S) rassemble aujourd'hui 50% des jeunes d'une classe d'âge obtenant le baccalauréat général, soit très exactement la même proportion que dans la classe d'âge qui était scolarisée au lycée avant la loi Haby de 1975 supposée démocratiser ce niveau d'études* »

L'école unique n'a jamais existé

Le collège unique n'a jamais vraiment existé écrivent nos auteurs : « Au début des années 60, la réforme Berthoin créait le Collège d'Enseignement Général (CEG) qui sera ensuite transformés par la réforme Haby de 1976 en CES (Collège d'Enseignement secondaire), permettant ainsi de réunir tous les élèves dans les mêmes locaux mais tout en maintenant la répartition dans des structures différenciées en fonction de leur niveau scolaire. En effet la création du collège unique ne fera pas disparaître les filières : les regroupements ségrégatifs subsistent en particulier par le jeu des options en classes de niveau dès l'entrée en 6^e et la création de classes spécialisées à partir de la 4^e. »

« En réalité, si la séparation administrative dans la scolarisation d'élèves ●●●

(1) Les consignes données aux chefs d'établissement pour « faire passer » les élèves de classe en classe malgré des avis contraires des enseignants qui jugent le niveau de connaissances atteint insuffisant ; le laxisme des critères imposés aux jurys d'examens (Brevet des collèges ; baccalauréat..) pour mettre des notes qui permettent le succès malgré des copies indigentes... tout cela, secrets de polichinelles parmi les enseignants, participe largement de la démoralisation d'une profession désabusée. Et fait le terreau des campagnes contre la démocratisation nécessaire du système éducatif : Ainsi s'explique notamment que, selon un sondage du SNES mené en 2002, plus de 50% des enseignants de collège se prononçaient contre le collège unique, jugé inefficace et responsable de la « baisse de niveau globale des élèves ».

●●● d'origines sociales et culturelles différentes a bien été abolie au cours de ce long processus d'unification, l'école unique n'a jamais existé et il est donc particulièrement injuste de faire reposer sur le soi-disant dogme de l'égalitarisme qu'elle aurait mis en œuvre l'origine des difficultés du système: L'école telle que nous la connaissons aujourd'hui s'est construite dans la seconde moitié du XX^e siècle sur un compromis entre des exigences contradictoires : celles des classes dominantes, qui entendaient préserver leurs intérêts et privilèges d'un côté, et celles imposées par la dynamique particulièrement forte des évolutions de l'économie durant la période dite des « trente glorieuses », convergeant de fait avec les luttes pour le droit d'accès à des études longues des jeunes issus des milieux populaires de l'autre. D'où les deux logiques fondamentales à l'œuvre dans la structuration du système, avec des variations parfois considérables, en fonction des exigences de la période, dans l'équilibre entre ces deux logiques et au sein même de chacune d'elles »

S'interroger sur la notion d'égalité des chances

La logique égalitaire (...) suppose que l'on adapte les pédagogies et structures du système éducatif pour que tous les élèves, quels que soient leurs différences lorsqu'ils arrivent dans l'institution scolaire puissent bénéficier d'un enseignement commun. Elle tend à mettre en place un tronc commun de disciplines culturelles fortement porteuses de valeurs démocratiques structurantes et à repousser le plus tard possible la différenciation des cursus et la sélection conduisant vers l'apprentissage du métier. C'est la logique de « l'école de l'égalité de chances » bénéficiant aujourd'hui d'un consensus plus ou moins large dans les milieux démocratiques et progressistes. C'est ce compromis qui est aujourd'hui remis en cause par les tenants d'une transformation de la société à partir des dogmes de l'économie néolibérale dont le sarkozysme est l'expression la plus poussée dans notre pays. (...) Durant des années, le plan Langevin-Wallon (cf encadré) devint une référence et un formidable encouragement aux luttes pour la démocratisation de l'école.

Un demi siècle plus tard, la plupart des orientations préconisées ont fini par être progressivement mises en œuvre sous la pression du mouvement progressiste... Beaucoup de militants de la démocratisation scolaire ont cru à cette époque que ce système – auquel d'aucuns attribuent volontiers aujourd'hui des vertus d'« ascenseur social » largement surestimées – était en mesure de réduire les inégalités sociales devant l'école pourvu qu'on lui en donne les moyens. D'où les batailles syndicales massives pour les postes, contre l'alourdissement des effectifs par classe, pour des dispositifs de soutien et de rattrapage des élèves en difficulté... Non sans succès : la progression du budget de l'éducation dans le budget total de l'état ne cessa de progresser. Mais au total, à quelques nuances près, *les écarts sont restés les mêmes entre les mêmes*, quel que soit l'indicateur que l'on prenne en référence (obtention d'un baccalauréat; accès aux grandes écoles; accès à la culture; à un emploi gratifiant, etc.). Ainsi, par exemple, si le taux d'élèves arrivant au niveau du baccalauréat est passé de 5% en 1950 à 63% en 1998, l'essentiel de cette progression est dû à la création des baccalauréats technologiques et professionnels, moins valorisants, dans lesquels on retrouve très majoritairement les élèves issus de milieux populaires : dans les années 1960, 11% des enfants d'ouvriers et 56% des enfants de cadres obtenaient un bac d'enseignement général ; aujourd'hui les chances d'obtenir ce bac ont doublé pour les enfants d'ouvriers (22%) mais dans le même temps elles sont passées pour les enfants de cadres à 72%. **Le curseur a bougé, le niveau de formation des jeunes s'est globalement élevé de façon indéniable, mais la sélection sociale par le savoir et la formation continue à être conforme à celle qui résulte des inégalités sociales d'origine.**

Jusqu'au début des années 1990 – c'est à dire tant que la progression du taux global d'accès des élèves au bac n'a cessé de croître, ce compromis était jugé *globalement satisfaisant dans ses principes* par la grande majorité des acteurs sociaux, y compris parents et enseignants.(...) Dans les milieux progressistes (syndicats,

POUR MÉMOIRE

Le compromis républicain issu de la Résistance et du plan Langevin-Wallon qui préconisait d'instaurer la « justice à l'école » en se fixant l'ambition de « permettre que tous les jeunes accèdent aux plus hautes études » (P. Langevin), constitue dans ses contradictions mêmes la genèse de l'école d'aujourd'hui. Bien que jamais discutées au parlement, les réformes préconisées par ce plan étaient constitutives d'une nouvelle ambition pour une école moderne accessible à tous, au point que l'esprit qui l'anima reste encore de nos jours d'une grande actualité. Portée par le souffle de la Résistance et de la Libération, la commission présidée par les deux savants, en avance sur son temps, avait élaboré les axes structurants d'un nouvel édifice scolaire de la Maternelle à l'Université: Création d'un grand ministère de l'Éducation nationale intégrant la formation professionnelle; scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans ; culture commune jusqu'à 16 ans ; apprentissage des matières considérées jusqu'alors comme suppléments d'âme (notamment les disciplines artistiques) ; formation des maîtres à l'Université à Bac plus 5...

partis de gauche, associations), il était spontanément ressenti comme positif que la culture scolaire, qui était jusque là restée l'apanage d'une minorité, soit enfin mise à la portée de la masse des jeunes. Les efforts faits dans cette période pour adapter contenus et méthodes d'enseignement à ces nouveaux publics sont restés très limités, conçus pour l'essentiel comme des stratégies de compensation portant pour l'essentiel sur des connaissances périphériques aux savoirs scolaires, notamment par le biais des projets éducatifs à fort contenu sociétal ou culturel censés permettre à ces jeunes de réussir malgré leur handicap déclaré d'origine socioculturelle.

Un système à bout de souffle

Ainsi, une proportion constante au fil des années d'environ 15% des élèves ●●●

●●● sortant de l'école primaire est considérée comme étant « en difficulté scolaire lourde (2) ». Il en va de même à l'issue du collège : « 15% des élèves en fin de troisième n'ont aucune maîtrise des compétences générales attendues à la fin du collège, auxquels s'ajoutent près de 30% qui ont des difficultés importantes », et des enquêtes récentes du ministère de l'éducation nationale estiment que près d'un élève sur deux manifeste des capacités de lecture et de compréhension insuffisantes pour poursuivre avec succès des études supérieures à l'issue du lycée !. De fait, le niveau d'accès d'une génération au baccalauréat ne progresse plus depuis plus de quinze ans et, de plus, masque la baisse globale des recrutements dans les filières générales – celles qui préparent le mieux aux études supérieures – qui passent de 37% à moins de 34%, les bacs technologiques stagnants autour de 17% et les filières

professionnelles progressant de 8% à près de 15% en 2006. Les écarts de trajectoires entre groupes sociaux sont révélateurs : 68% des élèves orientés à la fin de la 3^e vers un second cycle professionnel sont issus des milieux les plus populaires, ils composent aussi 79% des SEGPA.

Du coup, insensiblement, on est passé de la lutte contre l'échec scolaire à la gestion des élèves en difficulté scolaire (...) Fondée largement sur l'expérience vécue de ces dernières décennies, la référence au « handicap socioculturel » a remplacé dans la tête de nombreux enseignants et d'éducateurs l'ancienne théorie des dons pour justifier les inégalités scolaires.

Une crise systémique

L'incapacité de l'école à créer les conditions pour que les élèves issus des milieux populaires réussissent massivement des

études secondaires et supérieures de qualité est la cause fondamentale de la crise globale dont souffre aujourd'hui le système éducatif : on a longtemps cru, du côté des forces de progrès, qu'elle résultait pour l'essentiel d'une insuffisance de moyens que la nation consentait à investir dans son fonctionnement ; Sans négliger cet aspect important de la question, force est de constater que l'essentiel est ailleurs : C'était en réalité une crise systémique aggravée par l'insuffisance des moyens. Et maintenant à vous de jouer... Lisez « Faites chauffer l'école ». **CT**

(2) La proportion d'élèves en retard à l'entrée en sixième est bien au-delà de la moyenne pour les enfants d'employés, d'ouvriers et d'inactifs. L'école ne parvient pas à rattraper ces retards initiaux « l'école élémentaire ne permet pas, en général, de réduire les difficultés repérées au début de la scolarité obligatoire » qui s'amplifient au cours de la scolarité ultérieure. Ces inégalités précoces sont donc cumulatives.

TRIBUNES

Ferme ta gueule ou cause toujours ?

C'est un vieux poncif de la blague politique : « La dictature c'est ferme ta gueule ; la démocratie c'est cause toujours. » Nicolas Sarkozy a voulu profiter d'un passage éclair à Colombey-les-deux-Églises pour en donner sa version.

Sur ce discours, il y aurait bien des choses à dire : le ridicule des cocoricos ; le souci, presque réalisé, de ne rater aucun imparfait du subjonctif ; l'hommage obscur au programme du Conseil National de la Résistance qu'il s'emploie à détruire ; quelques autres choses encore. Mais c'est de son allusion à son action récente – la réforme des retraites – qui retient ici l'attention. Le cinquième successeur du Général explique ainsi comment il comprend son rôle constitutionnel :

« Le devoir du Président de la République est de mettre l'intérêt général au-dessus de tous les intérêts particuliers. Il est parfaitement légitime que dans une démocratie chacun défende ses propres intérêts. Il est légitime que chacun fasse valoir son point de vue, que chacun exprime son opinion. Il est légitime que ceux qui veulent manifester, que ceux qui veulent protester puissent le faire dans le respect des lois de la République. C'est leur droit. Mais le devoir du Président de la République, responsable devant la Nation, c'est de décider sur le seul critère de l'intérêt général. »

La démocratie, ainsi, ne serait pas la puissance ou le pouvoir du peuple : ce serait son droit de s'exprimer, et même de manifester ou de protester. Mais le devoir du Président, et plus généralement

de l'État, ne serait pas de tenir compte de cette expression – et moins encore de ces manifestations ou protestations. Sa responsabilité serait de faire, même contre l'avis de la grande majorité, ce qui serait selon lui conforme à un « intérêt général » dont il serait seul juge. Il n'est pas certain que cette définition soit celle qui recueille le mieux l'adhésion populaire. La blague citée plus haut est toujours bien comprise comme une blague, et dite sur un ton désabusé. En fait, cette définition n'est pas celle de la démocratie, mais c'est très exactement celle de la dictature, celle d'un pouvoir qui n'est tenu par aucune loi, ou qui peut modifier ou édicter la loi sans contrôle, ce qui revient au même. En affirmant qu'il ne se considère pas tenu par une opinion majoritairement exprimée, le Président se pose en dictateur. ●●●

●●● Et cette affirmation n'est pas sans rapport avec la compulsion répressive qui le caractérise. Cause toujours, donc, mais dans les limites de la politesse, ou on te fera fermer ta gueule.

Ainsi, le mouvement de lutte contre la destruction du droit à la retraite n'aura pas seulement mis en lumière la question politique essentielle du partage du temps et des richesses, il aura aussi, à travers le mépris gouvernemental de la volonté populaire, mis en lumière – une fois de plus – le caractère profondément antidémocratique des institutions républicaine. La limite de la démocratie représentative est poussée jusqu'à la caricature. Il est temps, bien temps, plus que temps de mettre en

cause des institutions qui montrent si clairement que, sous le nom de démocratie, elles produisent le contraire, et compriment au lieu de l'exprimer la puissance du peuple, en lui refusant tout pouvoir.

Le premier ministre l'avait bien dit, à l'issue du vote de la loi : « la démocratie a parlé ». Et la démocratie, pour lui, ce n'était pas l'expression majoritaire du peuple, mais celle d'un parlement par avance acquis à toutes les forfaitures, dès lors qu'elles correspondent aux souhaits de la haute finance.

Évoquant une célèbre formule de De Gaulle, Nicolas Sarkozy a eu l'impudence de dire que :

« quand il avait dit que la politique de la

France ne se faisait pas à la corbeille de la Bourse c'est parce qu'il n'avait jamais attendu que la Bourse décide à sa place des mesures nécessaires à la bonne gestion de l'économie. »

Autre temps, autre mœurs. Le système capitaliste n'a jamais été que la dictature du monde de l'argent. Entre l'affaire Woerth et la réforme des retraites, ce secret a cessé d'être un secret d'alcôve. Il est temps de mettre fin à cette dictature qui ne dit pas son nom, mais énonce aussi cyniquement sa nature. Il est temps d'engager une révolution démocratique.

● LAURENT LÉVY

L'Amérique à l'heure du thé ou le poujadisme à l'américaine

Pour être un grand président selon Howard Zinn, Obama aurait besoin d'un puissant mouvement social le poussant à l'audace. Sans lui, sa présidence serait médiocre. Deux ans après une élection symboliquement forte, l'on ne peut qu'apprécier les propos de Zinn, l'une des consciences de la gauche américaine, décédé en janvier 2010. En fait de mouvement social, seules les associations luttant contre le racisme anti immigré et les projets de loi associés, en Arizona notamment, ont émergé dans l'actualité ces derniers mois. Pas de contre pouvoir donc capable de susciter un élan réformateur tous azimuts alors que la crise financière essore la petite classe moyenne. Les bienfaits de la réforme de la sécurité sociale ne se feront pas sentir avant 2014 ; le chômage atteint 9,6 % (chiffre officiel) ; des centaines de milliers de maisons sont vendues aux enchères. Des millions d'Américains craignent pour leur salaire et leur retraite.

Toutes les démocraties le connaissent ce sentiment de peur et, dans toutes les dé-

mocraties, une minorité significative de l'électorat se laisse bercer par le discours démagogique. Outre Atlantique, la démagogie perce de façon récurrente ces dernières années ; sous les traits du Parti républicain et de sa clique néoconservatrice musclée, elle-même aujourd'hui dépassée par le phénomène Tea Party qui se rapproche sans doute beaucoup de ce que l'on appelait le poujadisme dans la France de la fin des années cinquante. Mouvement poujadiste dont a émergé un certain Jean-Marie Le Pen...

La politique ou comment s'en mettre plein les poches

Anti establishment, anti fédéraux, anti impôts, contre le plan de sauvetage des banques par l'administration Obama, le Tea Party regroupent des milliers de personnes aux opinions et aux parcours hétérogènes : nouveaux venus en politique et citoyens déboussolés voisinent avec des Républicains en voie de recyclage, des militants de l'ultra droite chrétienne, des membres de milices – très discrètes depuis l'attentat d'Oklahoma City en avril 1995 et qui font une remarquable réap-

parition - vigilants des bords de frontière, racistes et patriotards de tout poil. Les Tea Partiers n'ont pas confié leur destinée à un leader incontesté même si Sarah Palin, la colistière de John Mc Cain lors de la présidentielle de novembre 2008, fait un tabac lors de chacune de ses apparitions... payantes ainsi que Glenn Beck, le mégalomane animateur vedette de Fox News et par ailleurs membre de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des derniers Jours.

Ces deux là captent la ferveur populaire pour leur seul profit. En moins de deux ans, Sarah Palin a bâti une fortune à partir de ses apparitions télévisées, ses mémoires et désormais, son émission de télé réalité. Quant à Glenn Beck, il flatte son égo surdimensionné et son compte en banque estimé à plus de 20 millions de dollars. Electrons libres, ils vont désormais prendre pour tête de turc les Républicains modérés du Congrès même si le « socialiste » Obama restera leur morceau de choix. La paralysie institutionnelle guette le système démocratique états-unien.

● MARIE AGNÈS COMBESQUE

Déjà 176 586 : en plus du buzz, la campagne pour un référendum doit devenir massivement populaire !

Le mouvement contre
la réforme des retraites
continue !

1 000... 5 000... 10 000...
50 000... 100 000...
176 586... signataires
(à l'heure où nous écrivons)

Pour que le peuple décide
**Tous ensemble,
exigeons un
référendum**

Signez l'appel unitaire
initié par l'hebdomadaire *Politis* sur le site :
www.referendumretraites.fr

Le site de l'appel pour un référendum sur les retraites, initié par Politis, a connu un gigantesque buzz. En dix jours, plus de 100 000 signatures ont été enregistrées alors que, suite à une fréquentation extrêmement importante, le site* a connu des difficultés de fonctionnement qui ont rendu par moment son accès difficile, ce qui a bridé l'enregistrement des signatures.

Désormais, les capacités du site ont été considérablement élargies, et le rythme des signatures ne cesse d'augmenter.

La campagne doit encore s'amplifier !

Il faut continuer à faire largement circuler l'invitation à signer l'appel sur internet. Mais la campagne de signatures ne peut devenir massivement populaire que si, au-delà de la pétition électronique, elle se fait dans la rue, sur les marchés, dans les manifestations, partout où cela est possible. Elle peut d'ailleurs donner lieu à toutes sortes d'initiatives et de débats publics, dans la continuité des actions menées par les collectifs "exigences citoyennes".

le 18 novembre à 20h00

Des documents pour collecter les signatures et les faire remonter sont à disposition.

Téléchargez :

- **l'appel en format imprimable pour collecter les signatures** (attention : des centaines de signatures sont perdues du fait de la mauvaise qualité du remplissage ou de la mauvaise qualité d'écriture)
- **le modèle de fichier à remplir et renvoyer avec les signatures ainsi recueillies** (à renvoyer à referendum.retraites@gmail.com).

Si vous n'avez pas la possibilité de saisir les signatures, envoyez les à :

Référendum sur les retraites - Politis - 2 impasse Delaunay 75011 Paris

Nous comptons sur chacun-e, pour que le peuple fasse entendre ses exigences : la réforme des retraites est illégitime ; référendum pour que le peuple décide !

www.referendumretraites.org

Etre sujet dans son travail



En 2008, le compositeur Nicolas Frize a créé une œuvre musicale intitulée **dehors dedans**, dont le thème était l'homme au travail. Plus de soixante personnes ont participé à des entretiens qu'il a conduits avec eux sur leurs lieux de travail, dans leurs ateliers, à leurs bureaux... Suite à cette première expérience, un groupe s'est constitué pour poursuivre ces rencontres autour de la vie au travail. Fondé par Nicolas Frize, Yves Clot, Jean-Pierre Burdin, Gérard Paris-Clavel, Andrée Bergeron, Damien Cru..., il se nomme : « **être sujets dans son travail** ». L'objectif de **TRAVAILS** est de diffuser les paroles des uns et des autres dans une publication régulière. « Cette collecte de paroles pourra donner lieu ultérieurement à d'autres manifestations (artistiques, politiques... ?) » écrivent les initiateurs du projet.

Contacts : Ana Salas
Production : Les Musiques de la Boulangerie
museboule5@wanadoo.fr
publication en ligne rubrique [A lire](#)

signalé par G.Boitte

COCKTAIL

Les perles d'Hollande ! C'est Bernard de Corrèze, auditeur de France Inter, qui aura sans doute posé la question la plus pertinente de l'émission matinale au député de sa circonscription, François Hollande : « es-tu encore de gauche ? », lui demande-t-il tout naturellement. Et de répondre qu'être de gauche c'est aujourd'hui « vouloir changer les choses » ! A la bonne heure, nous voilà rassurés ! Il poursuit : « être de gauche c'est vouloir prendre la responsabilité, en l'occurrence ici du pays ou d'une autre façon pour DSK d'être au FMI ». Aie ! On a mal. Et puis bon, être de gauche, ça n'est pas faire des plans sur la comète et vouloir tout et n'importe quoi : « le problème c'est pas d'essayer de tout faire – ah bon ? – le tout c'est d'essayer de tout faire de nos promesses – argh ! – après c'est affaire de tri, de priorités – groupés ! Sur l'allocation d'autonomie des jeunes (...) moi je suis favorable à ce que tout soit concentré sur les jeunes, (...) mais si on fait ça, on y met les moyens nécessaires mais on ne fera pas autre chose. On n'augmentera pas les salaires, on ne baissera pas les loyers, on n'augmentera pas les minima sociaux, nous ne triplerons pas le congé parental et on ne pourra pas augmenter les prestations sociales ». Eh bien c'est dit, nous voilà avertis !

● PIERRE JACQUEMAIN



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant.

**Signez l'appel
pour un référendum
sur les retraites**

Pour que le peuple décide !

www.referendumretraites.org

Appel initié par l'hebdomadaire **Politix**

Une image à mettre sur les sites pour appeler à signer l'appel

Nom : Prénom :

Adresse postale :

..... Code postal : Ville :

Téléphone : Adresse électronique :

Je souhaite contribuer au financement de l'Association des Communistes Unitaires :

Je choisis de mettre en place un prélèvement automatique sur mon compte au bénéfice de l'Association de financement des communistes unitaires (AFCU). Je joins le formulaire de prélèvement¹ ainsi qu'un relevé d'identité bancaire. Je pourrais sur simple lettre suspendre ce prélèvement.

ou

Je procède auprès de l'établissement gestionnaire de mon compte à une demande de virement² automatique mensuel sur le compte de l'AFCU d'un montant de€.

Je joins à ce bulletin un don sous forme de chèque³ de € à l'ordre de l'AFCU.

L'Association de financement (AFCU) vous adressera, en période de déclaration de revenus, un reçu vous permettant de bénéficier d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % du montant versé (jusqu'à 20 % du revenu imposable).

Je souhaite être inscrit-e sur la liste de diffusion d'informations des Communistes unitaires et de l'hebdomadaire *Cerises*.

Je suis déjà membre d'une association locale des Communistes Unitaires (merci de préciser le lieu et l'adresse) :

Je souhaite être contacté pour mettre en place un groupe local des Communistes unitaires.

Fait à le

Signature :

Conformément à l'article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978, toute personne justifiant de son identité dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives communiquées la concernant. Ce droit peut être exercé en adressant à l'A.C.U. un message électronique à contact.comunistes.unitaires@gmail.com, ou en adressant un courrier à : A.C.U.- 14, Square de Tanouarn 35 700 Rennes.

1 Télécharger le formulaire de prélèvement à joindre au bulletin sur le site.

2 Télécharger le RIB de l'AFCU sur le site Internet.comunistesunitaires.net, rubrique « Financement » et adresser le bulletin à : AFCU 194 C rue de Rosny - 93100 Montreuil.

3 à adresser à : AFCU 194 C rue de Rosny - 93100 Montreuil.

DEMANDE DE PRELEVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

N° NATIONAL
ÉMETTEUR

577199

NOM, PRENOMS ET ADRESSES DU DEBITEUR		DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER avec adresse agence	

COMPTE A DEBITER				NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	
Codes RIB				AFCU 194 C, rue de Rosny 93100 Montreuil cpte C. Coop n° 4102 0016 748	
Etabl.	Guichet	N° du compte	Clé		

Date et signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 1/04/1980 de la Commission Informatique et Liberté.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

N° NATIONAL
ÉMETTEUR

577199

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous.

En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

NOM, PRENOMS ET ADRESSES DU DEBITEUR		DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER avec adresse agence	

COMPTE A DEBITER				NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	
Codes RIB				AFCU 194 C, rue de Rosny 93100 Montreuil cpte C. Coop n° 4102 0016 748	
Etabl.	Guichet	N° du compte	Clé		

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer en y joignant obligatoirement un Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B.)

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements présentés par l'Association des Communistes Unitaires d'un montant de€ par mois/trimestre/semestre¹ à compter du 15/..../201..

Fait à, le

signature

1. rayer la mention inutile